

AOC « Côtes de Blaye » : colombar B.
 AOC « Coteaux du Giennois » : pinot N.
 AOC « Vacqueyras » (f) : mourvèdre N, syrah N.

- (a) Avec l'accord préalable du centre INAO.
 (b) Pour les exploitations ne dépassant pas 30 % de leur encépagement en cabernet sauvignon.
 (c) Pour les exploitations ne dépassant pas 20 % de ces deux cépages dans leur encépagement rouge.
 (d) Uniquement dans la zone de Cunac (communes d'Arthès, Saint-Juéry, Saint-Grégoire, Cunac, Cambon, Marsal, Bellegarde, Fréjairrolles, Mouzieys, Teulet).
 (e) A partir des clones 220, 982, 1018, 880 et si le demandeur possède, à la date de plantation, l'équivalent de la superficie en droits issus d'arrachage de chenin.
 (f) Ne sont éligibles que les plantations réalisées sur des exploitations qui n'atteignent pas les seuils de 20 % de syrah N et de 20 % de mourvèdre N de leur encépagement avant la (les) plantation(s) en cause.

3. LISTE DES APPELLATIONS BÉNÉFICIAIRE DE PROGRAMME DE RELOCALISATION QUALITATIVE DES VIGNOBLES D'APPELLATION D'ORIGINE

APPELLATIONS	CONTINGENTS (en hectares)
Anjou.....	82
Châteaumeillant.....	5
Coteaux d'Ancenis (1).....	3
Côtes d'Auvergne.....	8
Côtes du Forez.....	2
Côte roannaise.....	8
Fiefs vendéens (1).....	8
Gros Plant (1).....	2
Haut Poitou.....	6
Montlouis.....	10
Muscadet (1).....	5
Saumur.....	75
Saint-Joseph.....	7
Saint-Pourçain.....	5
Touraine et sous-régionales.....	61
Valençay.....	4
Vendômois.....	1
Vins de l'Orléanais.....	1

(1) En pays nantais, les demandeurs devront être signataires de la charte qualité interprofessionnelle des vins de Nantes.

ANNEXE III

Zone du département du Gers visée à l'article 5

Cantons : Aignan, Cazaubon, Condom, Eauze, Fleurance, Jegun, Lectoure, Montréal-du-Gers, Nogaro, Riscle, Valence-sur-Baïse, Vic-Fezensac, Plaisance, Auch Nord-Est, Auch Nord-Ouest.

Commune d'Auch.

Arrêté du 23 mars 1999 complétant l'arrêté du 14 octobre 1998 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose ovine et caprine

NOR : AGRG9900668A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, et notamment l'article 214 ;

Vu l'arrêté du 14 octobre 1998 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose ovine et caprine ;

Sur proposition de la directrice générale de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de la pêche,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'article 10 de l'arrêté du 14 octobre 1998 susvisé est complété par un troisième paragraphe ainsi rédigé :

« C. – Les directeurs des laboratoires agréés par le ministre de l'agriculture et de la pêche pour le diagnostic de la brucellose ovine et caprine, quel que soit leur territoire d'activité, adressent régulièrement au directeur des services vétérinaires du département où ils

sont installés un état récapitulatif du nombre de prélèvements tels que mentionnés aux paragraphes A et B ci-dessus et aux articles 12 et 12 bis ci-après, qui leur ont été adressés pour analyse. »

Art. 2. – Après l'article 12 de l'arrêté du 14 octobre 1998 susvisé, il est inséré un article 12 bis ainsi rédigé :

« Art. 12 bis. – Dans les départements où la mise en œuvre d'une prophylaxie sanitaire a été rendue obligatoire, l'Etat participe au financement des opérations suivantes :

« 1^{re} Participation aux coûts de réalisation des contrôles sérologiques rendus obligatoires au titre des réglementations nationales ou préfectorales relatives à la maîtrise sanitaire de la transhumance, en vue du maintien de la qualification officiellement indemne des cheptels ovins ou mixtes ovins/caprins transhumants dans les conditions suivantes :

« a) Prélèvements sanguins destinés au diagnostic sérologique : par animal prélevé : 2,50 F ;

« b) Epreuve de diagnostic : 2 F par épreuve à l'antigène tamponné.

« 2^e Une instruction du ministre de l'agriculture et de la pêche fixe annuellement sur proposition du (des) directeur(s) du (des) service(s) vétérinaire(s) intéressé(s) la liste des départements éligibles aux participations fixées au présent article. »

Art. 3. – La directrice générale de l'alimentation au ministère de l'agriculture et de la pêche et le directeur du budget au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mars 1999.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Pour le ministre et par délégation :

La directrice générale de l'alimentation,
 M. GUILLON

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le chef de service,
 J.-L. PAIN

Arrêté du 23 mars 1999 fixant diverses mesures techniques et financières relatives à la police sanitaire de la tremblante ovine et caprine

NOR : AGRG9900668A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural ;

Vu le décret n° 96-528 du 14 juin 1996 ajoutant la tremblante à la nomenclature des maladies contagieuses ;

Vu l'arrêté du 28 mars 1997 fixant les mesures de police sanitaire relatives à la tremblante ovine et caprine ;

Vu l'arrêté du 29 mars 1997 fixant les mesures financières relatives à la police sanitaire de la tremblante ovine et caprine ;

Vu l'arrêté du 3 avril 1998 relatif au contrôle sanitaire officiel des ventes de reproducteurs ovins et caprins vis-à-vis de la tremblante ;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1998 relatif au contrôle sanitaire officiel de la monte publique artificielle vis-à-vis de la tremblante ovine et caprine ;

Sur proposition de la directrice générale de l'alimentation,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'article 8 de l'arrêté du 28 mars 1997 susvisé est complété par un cinquième paragraphe ainsi rédigé :

« 5^e Obligation pour l'éleveur détenteur ou propriétaire des animaux de faire abattre les animaux marqués dans les délais fixés par le directeur des services vétérinaires, ce délai ne pouvant excéder six mois. »

Art. 2. – L'article 2 de l'arrêté du 29 mars 1997 susvisé est complété par un cinquième paragraphe et un sixième paragraphe ainsi rédigés :

« 5^e Visites par le vétérinaire-sanitaire de l'exploitation ayant été placée sous arrêté de surveillance et/ou d'exploitations témoins en vue de la mise en œuvre d'investigations épidémiologiques approfondies à des fins de recherche :

« Par enquête effectuée : six fois le montant de l'acte médical défini par l'ordre des vétérinaires ;

« 6^e Prélèvements de sang à des fins de recherche sur les ovins ou caprins appartenant à des élevages atteints de tremblante :

« Pour chaque animal prélevé : 1/10 AMO. »